

Rapport d' activité

S Y N D I C A T
D ' É N E R G I E S
D U M O R B I H A N



3

1

0

2



un syndicat
au service
des territoires

SOMMAIRE

Le mot du Président..... 3

Les temps forts en 2013..... 4

Le Syndicat 6

La concession

10



Les usagers..... 12

Le patrimoine 13

La qualité..... 14

Le service

16



La maîtrise d'ouvrage..... 17

La maîtrise d'œuvre 20

Le conseil..... 22

Les moyens

26



Les ressources 27

Les finances 30

L'information 32

Lois & règlements..... 33

Recueil des actes administratifs 34

Glossaire 35

Le mot du Président

“

Succéder à Henri Le Breton à la Présidence de Morbihan énergies est pour moi une vraie fierté. Élu disponible et passionné, Henri n'a eu de cesse de mettre ses compétences au service de tous. Maire à 24 ans, Sénateur pendant plus de 20 ans, il a toujours su à la fois être dans l'opérationnel et le stratégique. Cela constitue à mes yeux une qualité essentielle pour être efficace. Et je tiens à faire mien son leitmotiv pour Morbihan énergies : *"toujours répondre aux attentes des élus et des citoyens"*.

Nous lui souhaitons une excellente retraite d' élu.

En 2013, les temps forts furent nombreux. Membre du Bureau de l'époque, je voudrais en relever deux parce qu'ils témoignent de la volonté de dialogue et de la compétence de notre Syndicat. Tout d'abord, il s'agit du partenariat avec Schneider Electric qui a permis au projet Kergrid de recevoir le prix national Smart Awards dans la catégorie Home building. Puis notons, après quelques années tendues, la signature par Henri Le Breton en tant que Président du PEBreizh (en présence de Mme Bellon, Présidente du Directoire d'ERDF, et M. Pintat, Président de la FNCCR) d'un accord général de partenariat avec ERDF Région lors du congrès de Montpellier.

Je veux remercier ici celles et ceux qui ont décidé de s'investir au Syndicat pour la mandature qui démarre.

Dans un contexte administratif et technique en mutation, les enjeux sont forts. Le paysage institutionnel français va sûrement et notablement évoluer. L'énergie sera forcément au coeur de nos préoccupations citoyennes. Il est de notre responsabilité de réussir ces mutations pour le Morbihan et pour nos enfants.

C'est aussi et surtout ce qui rend enthousiasmante la tâche qui est la nôtre aujourd'hui.



*" L'avenir de l'énergie,
ensemble"*

Jo Brohan

A blue ink handwritten signature of Jo Brohan, featuring a stylized 'J' and 'B'.

Les temps forts

Janvier

Le 29 janvier, signature d'une **convention de partenariat avec Schneider Electric** sur la conception et la réalisation du premier démonstrateur prototype d'un système de stockage et de gestion de l'énergie « Building Smart Grid » en France.



Février

Le 15 février, signature d'une **convention de partenariat avec Energy Assistance France**. Morbihan énergies aide financièrement l'association dans la réalisation de ses activités d'accès à l'énergie dans les pays en développement, notamment à Madagascar.



Mars

La **signature numérique est opérationnelle** au sein du Syndicat : les arrêtés, délibérations sont signés en un clic de souris.



Avril

Le 18 avril, **participation aux Écoterritoriales**, le forum du développement durable des collectivités territoriales. Une intervention a été donnée lors d'un atelier "mise en lumière de bâtiments, éclairages de Noël et maîtrise énergétique".



Juin

Le 4 juin, à l'occasion du salon Smart Grid Paris 2013, le projet Kergrid a reçu le **trophée Smart Awards** dans la catégorie Smart Home/Building.



Le 13 juin à Camoël, un **point d'étapes** a été tenu afin de témoigner des actions conduites de concert par le Syndicat et ERDF en vue de fiabiliser les réseaux électriques morbihannais.



Septembre

Du 17 au 19 septembre à Montpellier, participation au **35e Congrès de la FNCCR**. À cette occasion, une **charte de coopération régionale** a été signée entre le Pôle Énergie Bretagne et ERDF.



Octobre

Le 11 octobre, **inauguration des nouveaux locaux de Morbihan énergies** mutualisés avec Eau du Morbihan et l'Association des Maires et Présidents d'EPCI du Morbihan, en présence du Préfet du Morbihan, du Président du Conseil général du Morbihan et du Maire de Vannes et du représentant du Conseil régional.



Réunions de **commissions locales** sur le nouveau siège du Syndicat. Ces réunions au minimum annuelles permettent d'informer les délégués des réalisations et services apportés aux communes ainsi que de l'actualité relative aux compétences exercées.



Novembre

Le 7 novembre, signature d'une convention avec la Chambre régionale des comptes, la Paierie départementale et la Direction départementale des Finances publiques officialisant la **dématérialisation complète de la chaîne comptable et financière du Syndicat**.



Décembre

Une équipe de journalistes missionnée par Schneider Electric a réalisé un reportage photographique et vidéo sur l'**expérimentation Kergrid** conduite au sein du siège de Morbihan énergies.



Le 6 décembre, Henri Le Breton, Président de Morbihan énergies, a reçu un **chèque de 92 410 €** au nom des 35 collectivités du département qui ont décidé de valoriser leurs **travaux d'économie d'énergies (dispositif CEE)**.



Le Syndicat



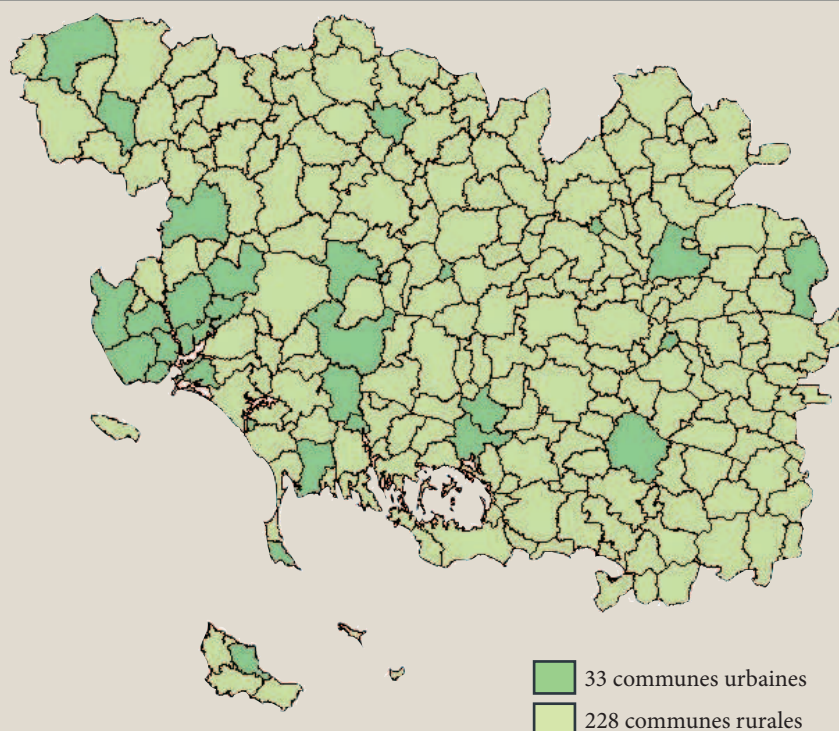
Créé par arrêté préfectoral en 1965 par la volonté des élus communaux, le Syndicat départemental d'électricité du Morbihan, aujourd'hui Morbihan énergies (SDEM : Syndicat départemental d'énergies du Morbihan) est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI).

Il regroupe l'ensemble des 261 communes du Morbihan, dont 10 regroupées en 2 communautés de communes, pour une population de plus de 727 000 habitants. En leur nom et dans le domaine de l'électricité, Morbihan énergies est chargé de contrôler, développer et renforcer le réseau de distribution.

Régi par l'article L5711-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, son fonctionnement est identique à celui d'une collectivité territoriale : Budget - M14 - Personnel - Délibérations - Arrêtés - Code des marchés publics. Ses statuts adoptés le 7 mars 2008 et son règlement intérieur fixent les modalités de fonctionnement particulières.

Outre l'électricité, Morbihan énergies exerce des missions de maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre et conseil dans les domaines de compétences suivants :

- > éclairage public
- > infrastructures de recharge pour véhicules électriques
- > technologies de l'information et de la communication
- > système d'information géographique
- > gaz
- > réseaux de chaleur
- > conseils techniques, administratifs et juridiques



LE BUREAU

Le Bureau a notamment délégation pour définir les orientations du Syndicat. Il conçoit et propose au Comité les actions nouvelles à mettre en place. Il prépare ainsi les réunions du Comité, et donne son avis sur le fonctionnement du Syndicat en ce qui concerne le contrat de concession, les finances, et l'organisation générale des services. Il met en œuvre les décisions du Comité.

Élu parmi les délégués du Comité syndical, le Bureau est notamment composé du Président et des Vice-Présidents.



Depuis juin 2013, Morbihan énergies a pris possession de son nouveau siège mutualisé avec Eau du Morbihan et l'Association des Maires et Présidents d'EPCI du Morbihan.

Aujourd'hui, 56 personnes collaborent au sein de ce lieu d'échange et de rassemblement unique au service des Morbihannais. Respectant des espaces identifiés pour chacune des trois structures, le bâtiment mutualise des espaces communs comme les 130 places de stationnement, les 100 places en salles de réunion, une salle de conférence, un espace de réception et des locaux d'archivage. Cette mutualisation vaut aussi pour l'exploitation des lignes téléphoniques, des serveurs informatiques et de la logistique courante.

Cette construction à énergie positive constitue ce qu'on appelle un Smart grid et plus exactement un Smart building. Le projet nommé Kergrid permet d'aborder sous les angles techniques, juridiques et économiques la question de la gestion des flux d'électricité et celle du stockage à l'échelle d'un bâtiment.

Notre expérimentation morbihannaise a été présentée auprès de professionnels lors du salon SG Paris 2013 et a eu l'honneur d'être distinguée par le prix Smart Awards dans la catégorie Smart Home/Building.

LE COMITÉ

Le Comité est constitué de 54 membres désignés parmi les représentants des communes et communautés de communes membres du Syndicat, selon une répartition démographique et géographique établie par les statuts.

LES COMMISSIONS

Le fonctionnement de Morbihan énergies est assuré par plusieurs commissions :

- > 22 commissions locales et une commission consultative des services publics locaux (CCSPL).
- > Les commissions énergies, technologies de l'information et de la communication (TIC). Elles ont pour mission à la fois de répondre de façon opérationnelle aux questions nouvelles et d'anticiper stratégiquement les orientations thématiques à proposer au Bureau puis au Comité.



LE PÔLE ÉNERGIE BRETAGNE

Le 7 avril 2011, Morbihan énergies avec les trois autres Syndicats bretons (Finistère, Côtes d'Armor et Ille-et-Vilaine) a constitué le Pôle Énergie Bretagne.



Ce Pôle s'inscrit dans une démarche collective, de mutualisation et de coordination entre les 4 SDE bretons. Au-delà du domaine de l'électricité, il permet aussi aux Syndicats départementaux d'avoir une identité qui doit leur permettre de jouer un rôle clé dans le développement du Pacte Électrique Breton, piloté par la Région et l'État, mais aussi dans la maîtrise de la demande du très haut débit numérique. La Bretagne est la seconde région en France, après le Centre, à se fédérer ainsi sur les domaines de l'énergie. Nos réseaux ne s'arrêtent pas aux frontières départementales, nos actions et nos mutualisations non plus.

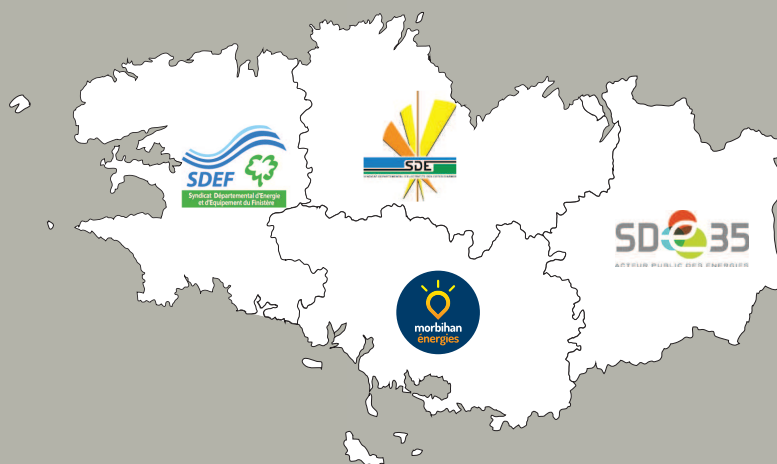
Participant notamment aux extensions, renforcements et effacements des réseaux électriques, les quatre Syndicats départementaux bretons sont propriétaires au niveau régional de plus de 100 000 km de lignes électriques et 57 000 postes de transformation. Ils regroupent 1262 communes adhérentes et contrôlent la distribution de l'électricité pour plus de 2 935 000 usagers. Ils se doivent d'initier toutes les réflexions et tous les projets nécessaires liés au service public de distribution, production, maîtrise et renouvellement des énergies sur leurs territoires. À l'échelle régionale, le Pôle Énergie Bretagne permet d'engager une démarche concertée afin de mieux assurer les missions de contrôle du concessionnaire ERDF et d'optimiser la maîtrise de l'énergie. Il est à noter qu'ERDF concessionnaire pour les quatre départements bretons est lui-même organisé régionalement.

Les actions du Pôle Énergie Bretagne

En 2013, Henri Le Breton a assuré la présidence du PEBreizh. Ses objectifs ont été d'établir des liens avec la Région et le SERCE (Syndicat des entreprises de génie électrique et climatique). Gageons qu'en 2014, les contacts pris permettront dans l'intérêt des services publics que de réels partenariats soient mis en place.

Face à une réforme territoriale non aboutie, le PEBreizh est devenu le lieu de l'échange tant entre les politiques des quatre Syndicats qu'entre les Syndicats et la Région Bretagne.

Deux ans après sa naissance en 2011, le PEBreizh répond bien à une demande réelle. Cette entente interdépartementale permet à nos Syndicats de continuer à jouer leurs rôles, au service du public, à l'échelle pertinente de la Région.



CONGRÈS FNCCR, "TRANSITIONS"

Du 17 au 19 septembre 2013, le 35e congrès de la FNCCR s'est tenu à Montpellier. Pendant 3 jours, conférences et débats se sont succédés, consacrés aux services publics de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement, des communications électroniques et de valorisation des déchets. Durant cet événement, un stand PEBreizh proposait aux visiteurs de découvrir les actions et compétences des Syndicats d'énergie de Bretagne.

C'est sur ce stand que le 18 septembre, Henri Le Breton, Président du Pôle Énergie Bretagne, et Bernard Laurans, Directeur régional ERDF Bretagne, ont signé une charte de coopération régionale. Les deux parties se sont ainsi engagées à poursuivre leur travail collaboratif pour une plus grande efficacité du service public de la distribution de l'électricité en Bretagne. Selon cet accord, toute opportunité sera saisie afin d'enrichir cette dynamique commune, notamment autour des projets menés dans le cadre de la Transition Énergétique et du Pacte Électrique Breton.

Henri Le Breton, Président de Morbihan énergies, Marc Aubry, Directeur du Syndicat ont contribué à une conférence sur la distribution d'électricité et la gestion des pointes. La conférence présidée par Jean Gaubert, Président du SDE 22, a été l'occasion de détailler l'expérimentation Kergrid conduite au sein du siège vannetais de Morbihan énergies.



La concession

CHIFFRES CLEFS

481 114

clients (BT et HT) dont
257 480 clients-consomma-
teurs BT en rural

93,0 %

clients au tarif réglementé

5009 GWH

d'électricité consommée

98 %

des producteurs sont des
producteurs photovoltaïques

23 930 KM

de réseau public de distribu-
tion d'électricité

14 081

postes de transformation

35 %

du réseau en souterrain

168 MIN

durée moyenne annuelle de
coupure par usager

2705

clients mal alimentés dont
88 % en rural (source ERDF)

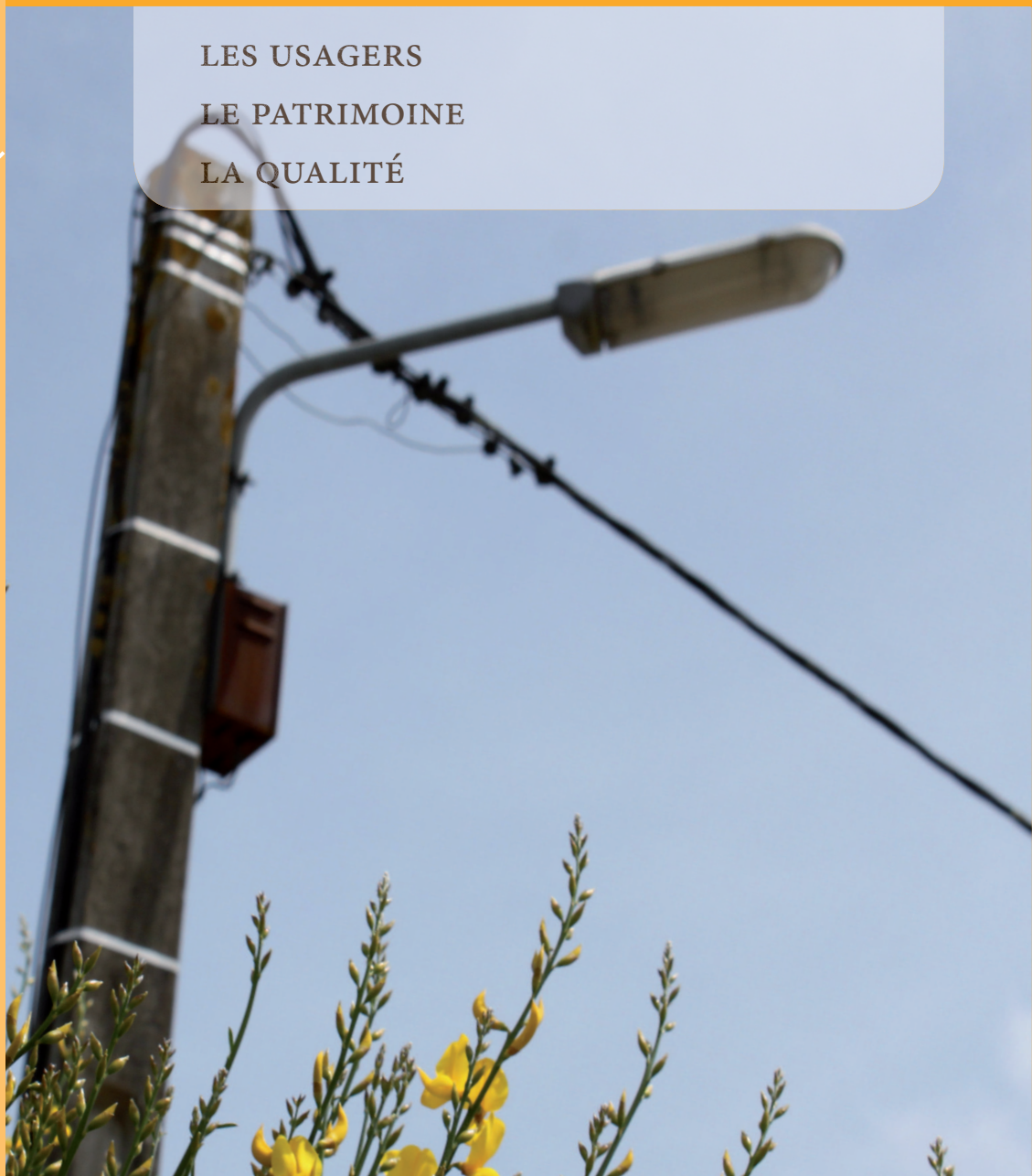
29,1 ANS

âge moyen du réseau

LES USAGERS

LE PATRIMOINE

LA QUALITÉ



RAPPEL DU CONTEXTE

Morbihan énergies est propriétaire de l'ensemble des réseaux électriques basse (BT - 230/400 Volts) et moyenne tension (HTA - 20 000 Volts) du département. Ce patrimoine concerne également les transformateurs et les compteurs individuels de chaque client. L'exploitation et l'entretien de ce réseau de près de 24 000 km sont confiés, dans le cadre d'un contrat de concession, à ERDF pour la partie distribution et à EDF pour la partie fourniture au tarif réglementé.

D'une durée de 30 ans, ce contrat signé en 1994 fixe les obligations du concessionnaire en termes d'exploitation du réseau et confie corrélativement à Morbihan énergies, autorité concédante, l'exercice d'un droit de contrôle de la bonne exécution du contrat.

Au cours de l'année 2013, outre les actions de contrôle au quotidien, les principaux axes de contrôle du Syndicat ont porté essentiellement sur les points suivants :

- > **Protocole d'accord signé en 2009 avec la FNCCR et ERDF relatif aux indicateurs de fourniture et d'acheminement à produire** : respect global du protocole et stabilité des données.
- > **Propositions techniques et financières dans le cadre des travaux de raccordement ou de modifications d'ouvrages réalisés par ERDF** : nécessité d'une rigueur accrue du concessionnaire et d'une vigilance de la part des pétitionnaires et de Morbihan énergies.
- > **Enquête sur les incidences des tempêtes sur le réseau électrique et leur traitement par ERDF** : la facilité à joindre l'exploitant ERDF en période de crise type tempête, est satisfaisante ou très satisfaisante mais la qualité des réponses apportées et surtout les délais de traitement sont jugés insuffisants ; ces éléments témoignent d'une exigence de qualité de la part des élus. Ils doivent faire l'objet d'une attention particulière et renforcée de la part d'ERDF.

Les données présentées ci-après sont issues pour partie du compte rendu d'activités du concessionnaire (CRAC) remis conformément à la loi avant le 30 juin de chaque année pour l'exercice précédent.



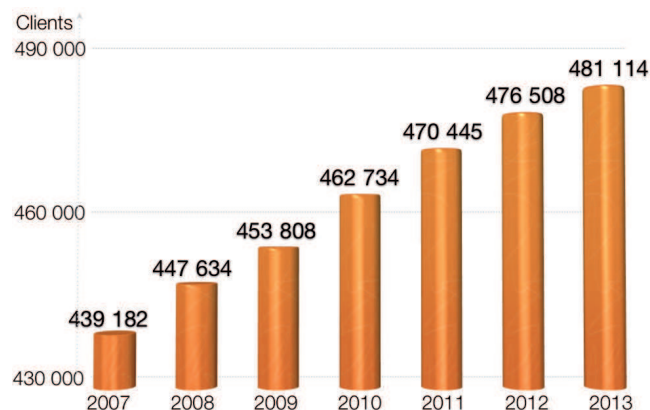
Conformément à l'article 10 du cahier des charges de concession, le renouvellement et l'entretien des lignes électriques sont de la responsabilité d'ERDF sur l'ensemble du département.



LES USAGERS

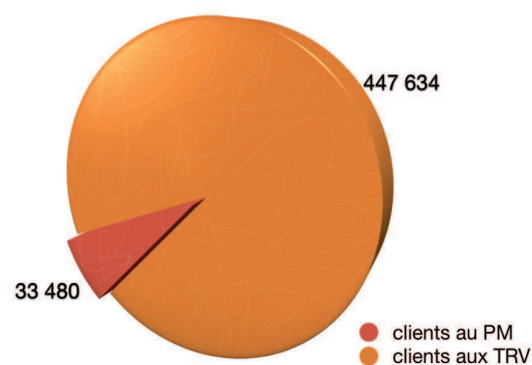
NOMBRE DE CLIENTS

La dynamique démographique du département se traduit par une augmentation de 1 % du nombre de clients avec un léger fléchissement par rapport à 2011 et 2012. En 2013, leur nombre est désormais de 481 114 (+ 4606 par rapport à 2012).



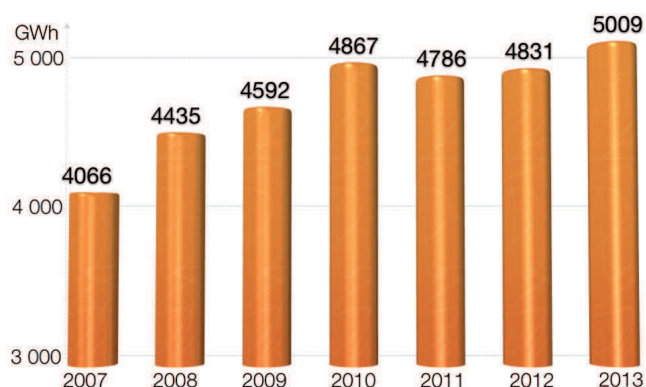
OUVERTURE À LA CONCURRENCE

Depuis le 1^{er} juillet 2007, les marchés de l'électricité sont totalement libéralisés. En 2013, le nombre de clients ayant opté pour les tarifs d'électricité au prix du marché (PM) s'élève à 33 480 avec une augmentation de 7 % par rapport à 2012. Pour autant, le marché morbihannais reste dominé à 93 % par les tarifs réglementés de vente (TRV) contre 93,4 % en 2012.



ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION

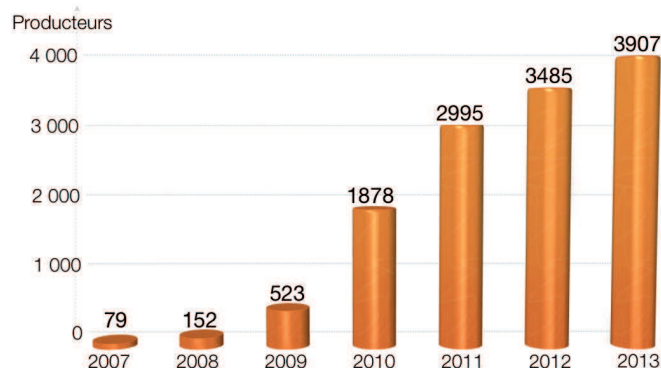
Après une stabilité de la consommation d'électricité en Morbihan de 2010 à 2012, l'année 2013 marque une reprise avec + 3,7 % par rapport à 2012 pour l'ensemble des usagers BT et HT (+ 5,6 % pour les usagers BT et - 0,3 % pour les usagers HT).



NOMBRE DE PRODUCTEURS

Le nombre d'installations de production d'électricité décentralisée continue sa progression et s'élève à 3907 unités.

98 % de ces producteurs sont des producteurs photovoltaïques. Pour autant, en termes de puissance, le photovoltaïque reste modeste. Il représente en effet 9 % de la puissance installée alors que l'éolien, qui compte 32 producteurs, en représente 80 %, soit 263,3 MW sur 331 MW.



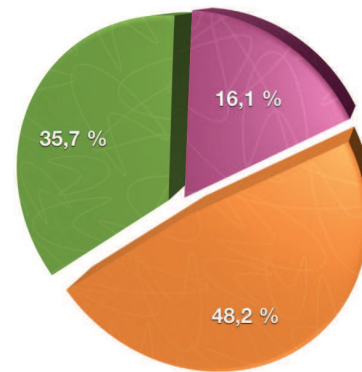


LE PATRIMOINE

Les ouvrages concédés comprennent l'ensemble des installations affectées à la distribution d'électricité, à savoir l'ensemble du réseau moyenne et basse tension ainsi que les postes de transformation. Le patrimoine se compose ainsi de 23 930 km de réseau (répartis en 13 054 km de lignes basse tension et 10 876 km de lignes moyenne tension) et 14 081 postes.

RÉSEAU BASSE TENSION (BT)

Longueur	13 054 km
Réseau de faibles sections *	542 km
Réseau souterrain	35,7 %
Réseau âgé de plus de 40 ans	32,4 %
Âge moyen en années	32,7

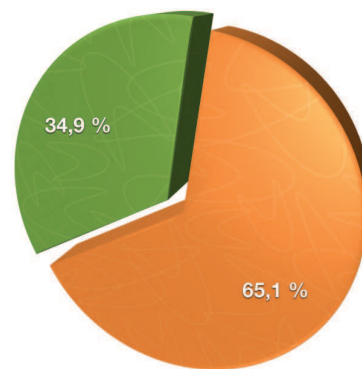


Typologie du réseau basse tension en 2013

● souterrain
● aérien nu
● aérien torsadé

RÉSEAU MOYENNE TENSION (HTA)

Longueur	10 876 km
Réseau de faibles sections *	18 km
Réseau souterrain	34,9 %
Réseau âgé de plus de 40 ans	8,7 %
Âge moyen en années	24,9



Typologie du réseau moyenne tension en 2013

● aérien
● souterrain

* Sections $\leq 14 \text{ mm}^2$ pour le cuivre et 22 mm^2 pour les autres métaux.

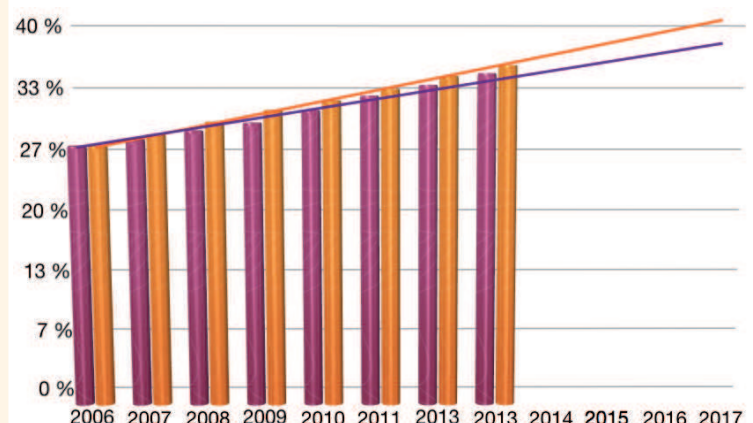
UN TAUX D'ENFOUISSEMENT DES RÉSEAUX QUI PROGRESSE LENTEMENT

Au rythme actuel de 50 km par an, la durée de résorption des réseaux BT faible section est estimée entre 10 et 11 ans.

L'effort en matière d'enfouissement (HTA-BT) doit donc être amplifié afin de renforcer la fiabilisation de notre réseau de distribution. C'est l'ambition du programme de sécurisation lancé en 2010.

LES POSTES DE TRANSFORMATION

14 081 postes (+ 118 postes par rapport à 2012)	
> Dont postes cabines basses	821
> Dont postes cabines hautes	447
> Dont postes sur poteau	7231



Évolution des réseaux et techniques souterraines

■ HTAs
■ BTs



Deux critères permettent d'apprécier la qualité de l'énergie distribuée : la continuité de fourniture et la tenue de la tension. Dans le Morbihan, pour l'année 2013 comme en 2012, le décret qualité est respecté pour ces deux critères (le critère "continuité de fourniture" n'était pas respecté en 2011).

CONTINUITÉ DE FOURNITURE

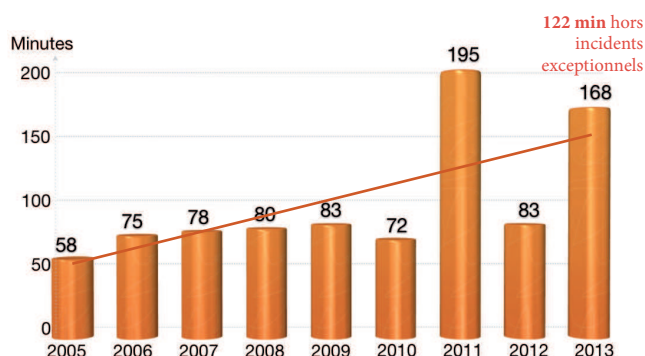
La continuité de fourniture perçue par l'utilisateur est évaluée en fonction du nombre et de la durée des coupures qu'il subit par an. Pour un usager alimenté en basse tension, la continuité de fourniture est suivie par le critère B qui correspond au ratio du temps de coupure moyen d'électricité par usager.

En 2013, le temps de coupure, toutes causes et origines confondues (travaux et incidents) s'élève à 168 min et à 122 min hors incidents exceptionnels.

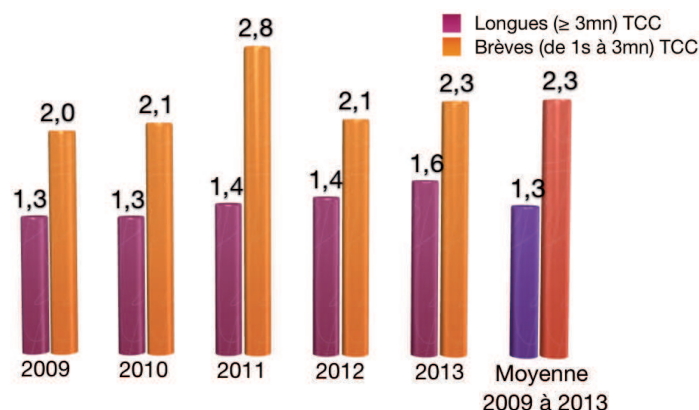
Sur la période 2005 à 2013, le critère B affiche une dégradation croissante et ce malgré les investissements réalisés sur les réseaux.

Parallèlement, si on observe l'indicateur relatif à la fréquence des coupures toutes causes confondues (TCC), on constate en 2013, par rapport à la période 2009-2012, une stabilité des coupures brèves mais une dégradation pour les coupures longues.

► Critère B (toutes causes confondues)



► Fréquence des coupures

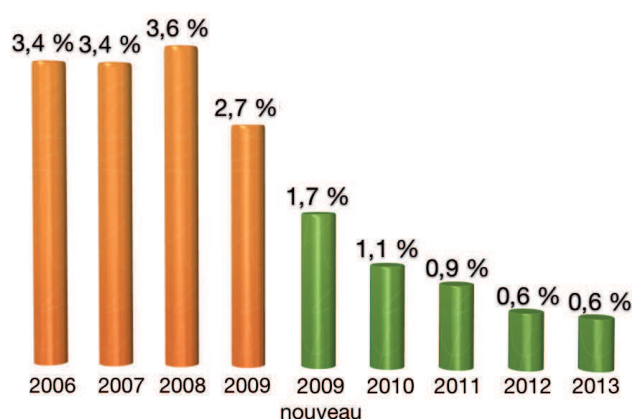


TENUE DE LA TENSION

Un usager est considéré comme mal alimenté lorsque la tension mesurée est en dehors de la plage "+ 10 % - 10 %" par rapport aux tensions nominales de 230 et 400 volts. La chute de tension provient notamment d'une section de réseau basse tension (BT) trop faible au vu des besoins.

Très nettement liée au changement de méthode de calcul intervenu en 2009, cette baisse significative masque toutefois des disparités entre l'urbain et le rural : en effet, sur un total de 2705 usagers, 88 % sont situés en zone rurale.

► Clients mal alimentés (CMA)



INVESTISSEMENTS LOI NOME - INVENTAIRE CAS FACE

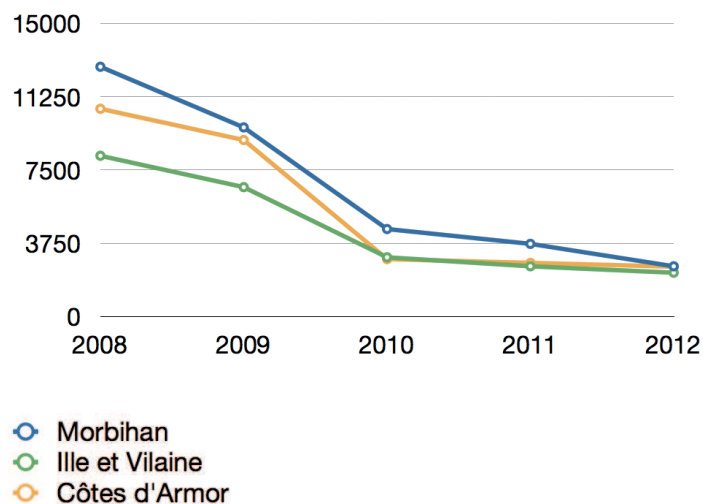
Le 19 juin 2013, Morbihan énergies et ERDF ont présenté en Préfecture le bilan intermédiaire de leurs investissements annuels sur les réseaux, conformément aux principes fixés par la loi NOME du 7 décembre 2010. Cette réunion a été l'occasion de mettre en évidence les recherches de synergies entre Morbihan énergies et ERDF, maîtres d'ouvrages, pour optimiser les investissements et obtenir ainsi les meilleurs résultats possibles pour les usagers desservis. Il a également été rappelé le besoin de maintien d'un niveau suffisant d'investissements dans les prochaines années pour améliorer durablement la qualité de la desserte en électricité du Morbihan.

Cette réunion a également permis de préparer avec les services de l'État et ERDF les éléments d'inventaire pour le calcul des financements alloués par le CAS FACE sur les communes dites « rurales ». Sur ce dossier, des divergences sont apparues concernant le **calcul** du nombre de Clients et Départements mal alimentés, élément déterminant dans le calcul des dotations financières nationales allouées au Morbihan. Comme le précisent les éléments graphiques ci-contre ainsi que le tableau page 18, Morbihan énergies s'est interrogé auprès d'ERDF sur :

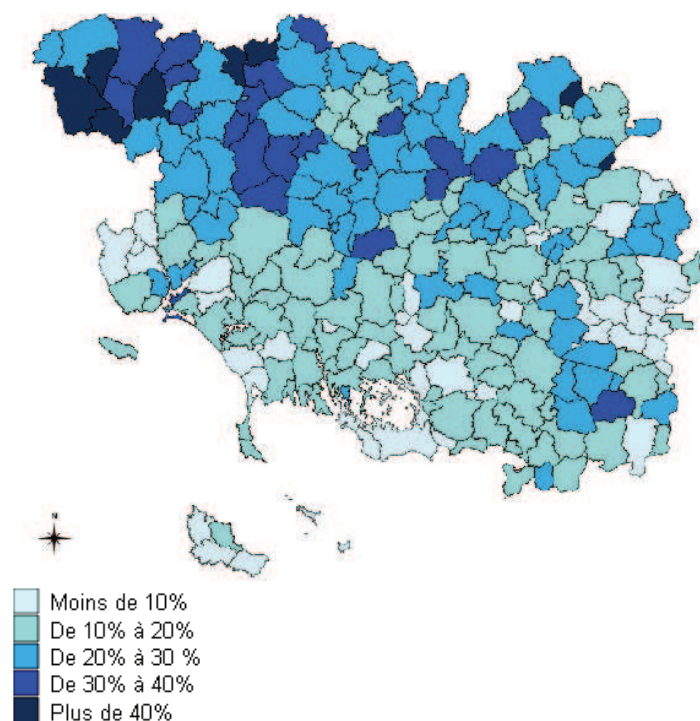
- > La forte diminution du nombre de clients et départements mal alimentés entre les deux inventaires alors que compte tenu de la dynamique démographique de notre département, la typologie des réseaux évolue peu malgré les forts investissements consentis,
- > La raison de cette forte baisse en Morbihan alors que sur les départements voisins avec des programmes d'investissements quasi similaires, la variation demeure plus modérée.

Dans un souci partagé de ne pas perdre des capacités d'investissement sur le territoire alors que les besoins sont bien réels, l'ensemble de ces analyses a fait l'objet d'une synthèse communiquée au directeur du CAS – FACE.

► Évolution des clients mal alimentés en 56, 35 et 22



► Pourcentage de fils nus par rapport à la longueur basse tension



Les synergies entre Morbihan énergies et ERDF sont recherchées pour optimiser les investissements et obtenir le meilleur service pour les usagers.



Le service

CHIFFRES CLEFS

261

communes adhérentes dont
228 rurales et 33 urbaines

255

communes ayant délégué
leur compétence éclairage
public

19

commissions locales

43 M€

investis sur les réseaux de
distribution

4037

bons de commande recensés

25 496

connexions entreprises sur
SDEM.fr

13 MOIS

durée moyenne d'une
opération

110 000

points lumineux

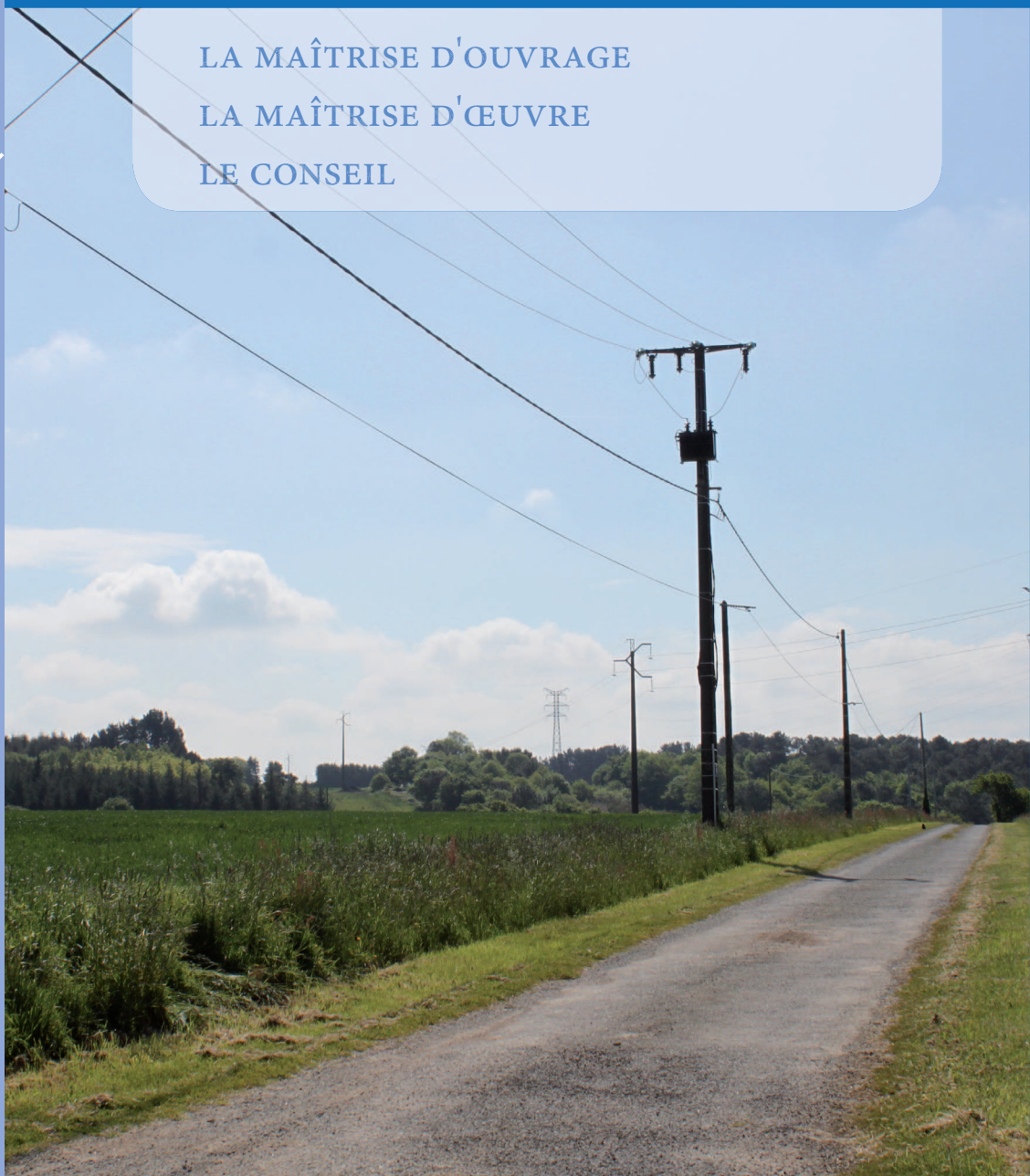
3106

opérations gérées

LA MAÎTRISE D'OUVRAGE

LA MAÎTRISE D'ŒUVRE

LE CONSEIL





LA MAÎTRISE D'OUVRAGE

Au titre de la maîtrise d'ouvrage des travaux, Morbihan énergies intervient en tant que propriétaire de l'ouvrage.

ÉLECTRICITÉ

Conformément aux dispositions du contrat de concession signé en janvier 1994, la maîtrise d'ouvrage des travaux sur les réseaux électriques est répartie entre Morbihan énergies et ERDF selon des critères de communes (urbain/rural) et de nature de travaux.

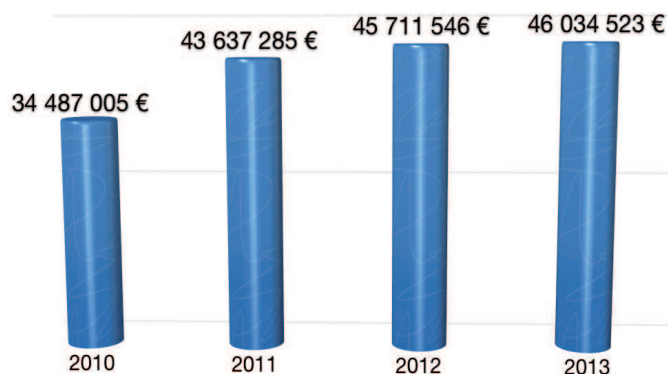
Pour 2013, le Syndicat a ainsi engagé sur l'ensemble du département près de **46 M€ TTC** de travaux sur les réseaux électriques correspondant à près de **1900 opérations**. Comme les années précédentes, une part importante de ces investissements a été consacrée au renforcement et à la fiabilisation du réseau.

Par ailleurs, dans un souci de clarification des maîtrises d'ouvrage avec le concessionnaire, un groupe de travail a été constitué pour travailler sur une simplification des interventions réciproques en visant notamment une redistribution des opérations allant au-delà du simple critère urbain/rural.

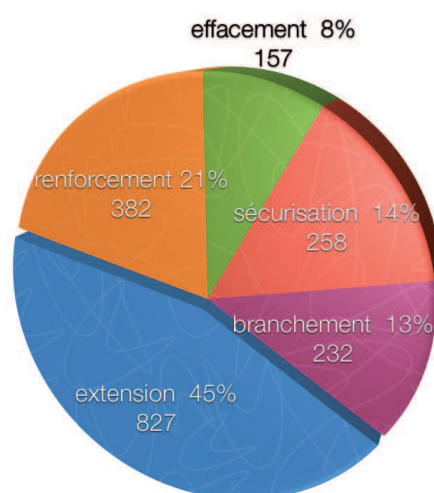
“

En 2013, ce sont près de 46 M€ de travaux en électricité qui ont été engagés par le Syndicat.

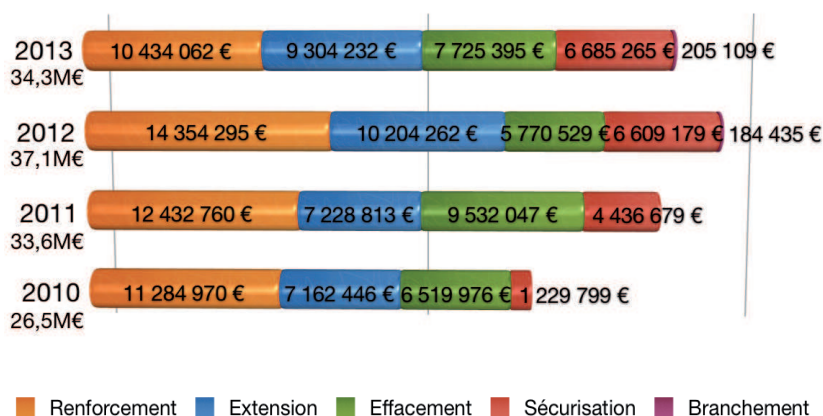
► Évolution du montant TTC investi dans les travaux de réseaux électriques



► Répartition du nombre de nouveaux dossiers par nature de travaux électriques



► Répartition du montant TTC payé par nature de travaux électriques



> Nature d'opérations et financement des travaux

Comme les années précédentes, 2013 reste une année marquée par une dynamique d'investissements sur les réseaux. Comme indiqué dans le tableau ci-après, le dynamisme économique et démographique de notre département pondère les investissements significatifs réalisés depuis plusieurs années.

Par ailleurs et comme le montre la carte « Pourcentage de fils nus par rapport à la longueur basse tension » page 15, notre département reste caractérisé par un linéaire de fils nus important notamment dans certains secteurs de nos territoires. Les actions volontaristes engagées en partenariat avec les collectivités et ERDF pour le réduire sont donc à maintenir et conforter.

Données (zone rurale)			SIG* 2010	SIG* 2012	Variation 2010/2012
Longueur du réseau BT(km)	Aérien	en fils nus	2 128	1 731	-397
		dont fils nus de faible section	631	504	-127
		en torsadé aérien	4 823	5 078	+ 255
		Total aérien	6 951	6 808	-143
	Souterrain		2 464	2 758	+ 294
	Total aérien + souterrain		9 415	9 567	+ 152
Total de départs du réseau BT			17 630	18 327	+ 697
Total de départs AVEC fils nus			5 519	4 956	-563
Postes en contrainte de transformation			78	64	-14
Postes			10 429	10 730	+ 301
Usagers			247 493	255 498	+ 8 005
Longueur moyenne d'un départ (km)			0,534	0,522	-0,01
Usagers moyens par départ			14,038	13,941	-0,10
Usagers moyens par poste			23,731	23,812	+ 0,08

[*SIG : outil de calcul ERDF dans ce tableau]

ÉCLAIRAGE PUBLIC

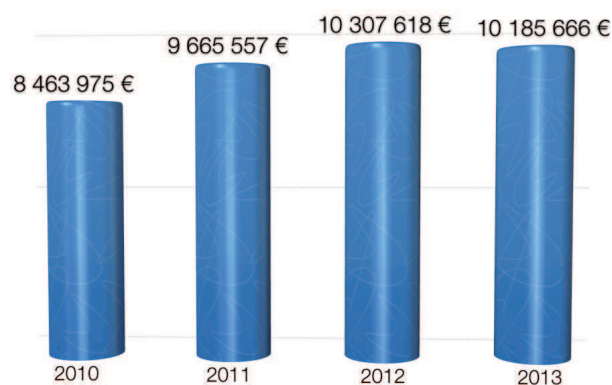
> Investissement

Entre 2011 et 2013, l'investissement des collectivités reste stable. La tendance du transfert des investissements des extensions vers les rénovations (matériel de plus de 20 ans) se confirme.

Les diagnostics réalisés sur les communes ont participé à la mise en œuvre de programmes pluriannuels d'investissement. L'amélioration de la qualité du parc est une évidence qui génère des économies et de la sécurité.

Maître d'ouvrage des travaux, Morbihan énergies rétrocède l'équipement à la commune à la clôture des travaux (PV de réception de l'opération).

► Évolution du montant TTC investi en éclairage public



TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

En dehors des raccordements de nouveaux usagers sur les réseaux déployés par Morbihan énergies, l'année 2013 est marquée par la participation active du Syndicat dans le projet de déploiement de la fibre optique entre Quiberon et le Palais de manière concomitante avec le remplacement d'un câble HTA réalisé par ERDF.

Ainsi, grâce à la mobilisation de tous les acteurs concernés, ce qui n'était au départ qu'une étude d'opportunité va devenir une réalité pour Belle-Île, et qui plus est à un coût modéré du fait de la pose jointive des deux réseaux (électrique et optique).

Par ailleurs, en mai 2013, l'opérateur Orange et le Syndicat ont formalisé par convention l'application de nouvelles dispositions validées au niveau national entre Orange, l'AMF et la FNCCR. Ainsi, lorsque sur une opération d'enfouissement on a au moins un appui commun réseau électrique/téléphonique, l'opérateur doit appliquer les dispositions présentées ci-dessous.



► Évolution des interventions de prise en charge et d'effacement de réseaux télécom

Situation antérieure

- > Orange fournit le matériel.
- > La collectivité et Morbihan énergies réalisent et financent les terrassements et la pose du matériel fourni par l'opérateur.
- > L'infrastructure de génie civil est rétrocédée à l'opérateur.
- > Pour le câblage, Orange facture à la commune 18% des coûts.

Nouveaux modèles de convention AMF / FNCCR / orange

Modèle A

La collectivité garde la propriété du génie civil

- > La collectivité finance le génie civil et les infrastructures (dont les études et les frais de réception) (NB : l'opérateur participe au terrassement).
- > Orange finance le câblage dans sa totalité.
- > La collectivité loue l'infrastructure à l'opérateur.

Modèle B

La propriété du génie civil est transférée à Orange

- > Orange fournit le matériel.
- > La collectivité finance les terrassements et la pose du matériel fourni par l'opérateur (NB : l'opérateur participe au terrassement).
- > Les frais de réception sont à la charge de l'opérateur.
- > L'infrastructure de génie civil est rétrocédée à l'opérateur.
- > Orange finance le câblage dans sa totalité.



LA MAÎTRISE D'ŒUVRE

En tant que maître d'œuvre, Morbihan énergies assure des missions de conception, d'assistance marchés, de suivi et de direction de travaux. De la phase étude à la réception des travaux, les services du Syndicat selon les thématiques interviennent à différentes étapes pour s'assurer du bon déroulement d'une opération.

ÉLECTRICITÉ

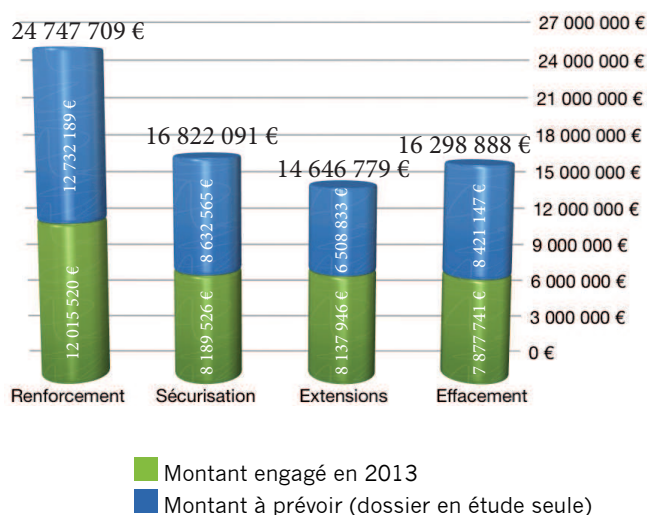
En 2013, 5 réunions présidées par le Vice-Président Jean Le Gourrierec ont été organisées avec l'ensemble des entreprises intervenant sur les réseaux pour le compte du Syndicat dans le département.

En 2013, des actions ciblées sur la cartographie ont été engagées, que ce soit en termes d'échange avec le concessionnaire ERDF pour la cartographie grande échelle ou plus globalement sur le géoréférencement et l'intégration de données attributaires pour les ouvrages construits par le Syndicat.

Pour répondre aux nouvelles attentes des élus et toujours offrir un service de qualité aux usagers, l'organisation du service travaux du Syndicat a été optimisé. Ainsi, comme précisé page 27 de la rubrique "Les moyens", Paul Gilbert a rejoint l'équipe de Morbihan énergies pour prendre la responsabilité d'un "Service Travaux" renforcé.



► Répartition des engagements et dossiers programmés



Comme l'année passée, en éclairage public, les travaux d'investissement s'orientent de plus en plus fortement sur la rénovation du parc.

ÉCLAIRAGE PUBLIC

> Travaux éclairage public

Sur l'année 2013, Morbihan énergies a commandé pour 10 849 511 € d'études et travaux en 1070 bons de commande répartis sur 887 opérations. 35 % de ces ordres de service concernent les opérations d'extension du réseau. Ce pourcentage en diminution par rapport à l'année 2012 confirme la tendance du transfert des investissements des extensions vers des opérations de rénovation.

> Diagnostic éclairage public

Depuis 2009, le Syndicat propose à ses communes adhérentes de faire réaliser un diagnostic de leur patrimoine d'éclairage public. Cet état des lieux complet intègre :

- ✓ un relevé de l'ensemble des caractéristiques des points lumineux, du réseau et des armoires de commande
- ✓ une cartographie numérisée sur un Système d'Information Géographique (accessible via l'extranet du Syndicat)
- ✓ un bilan de l'état du matériel installé
- ✓ une analyse des factures électricité
- ✓ des préconisations chiffrées sur la sécurité électrique, les économies d'énergies
- ✓ une analyse des coûts de maintenance

À la fin 2013, le Syndicat a fait réaliser 186 diagnostics de patrimoine communaux ou communautaires. Ces diagnostics représentent 65 984 points lumineux.

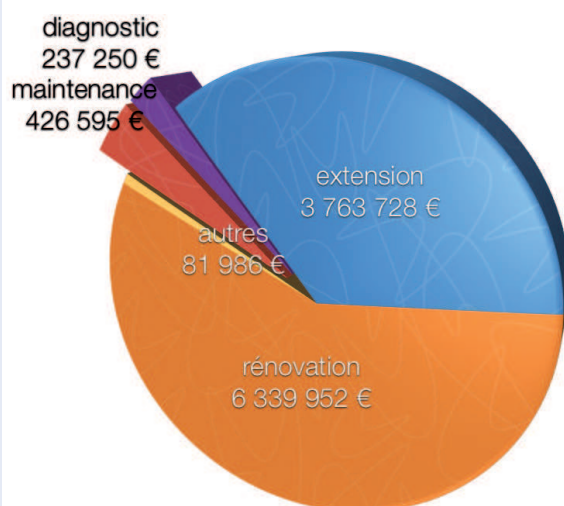
En termes de coût mis à la charge des communes, le Syndicat participe depuis le début à hauteur de 40 %, cependant le concours supplémentaire accordé par le Feder a pris fin, comme prévu, en mai 2013. Aujourd'hui cette participation peut être compensée par une demande ponctuelle de subvention à l'Ademe et à la région plafonnée à 40 %. Selon la subvention, restera à la charge de la commune, un coût compris entre 20 et 60 %.

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

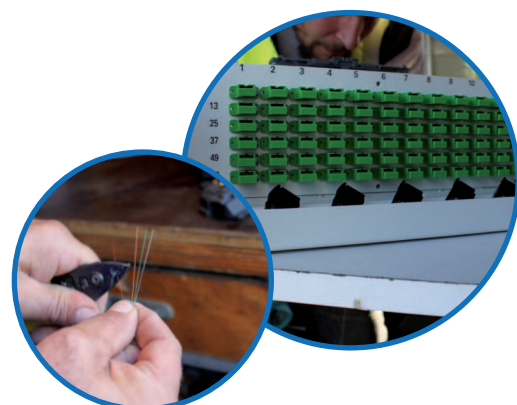
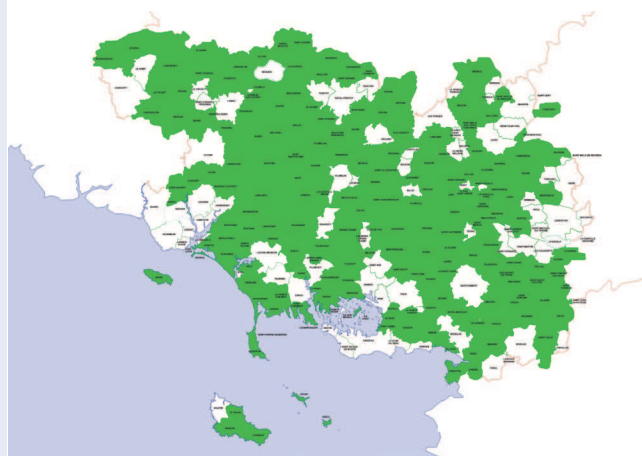
En 2013, le Syndicat a engagé 410 opérations pour un montant supérieur à 3,2 M€ HT. Ces 524 bons de commandes sont essentiellement liés à des projets communaux d'enfouissement des réseaux.

Le complément est relatif à des dossiers de desserte fibre optique de nouveaux clients sur les réseaux mis à disposition des opérateurs par Morbihan énergies et les collectivités concernées ou à du déploiement de fourreaux en prévision de l'arrivée du THD. Il est à noter que le plus souvent ces dernières interventions sont réalisées par opportunité de travaux.

► Répartition du montant commandé HT par nature de travaux éclairage public



► Diagnostics réalisés sur le département





LE CONSEIL

Morbihan énergies assure dans le champ de ses compétences des missions d'assistance administrative, juridique et technique auprès des communes qui le sollicitent.

ÉLECTRICITÉ

> Organisation des réunions de commissions locales

Cinq réunions de commissions locales et six réunions de secteur regroupant au moins deux commissions locales ont été organisées en 2013. Ces réunions de proximité constituent un moment d'échanges privilégiés entre le Syndicat et les communes. Au-delà des points d'actualité abordés concernant l'exercice des compétences du Syndicat, ces réunions sont l'occasion pour les élus de formuler leurs attentes et, le cas échéant, de faire état des difficultés rencontrées sur le terrain.

> Conseil aux communes

Les modifications législatives successives intervenues en matière d'urbanisme et de raccordements électriques ont conduit, à compter de 2009, à la suppression des tickets bleu, jaune et vert et introduit de nouvelles règles de financement de ces raccordements. La mise en œuvre de ce nouveau dispositif désigne ainsi la commune, collectivité en charge de l'urbanisme, comme principal contributeur du financement des extensions de réseau (hors terrain d'assiette de l'opération) intervenant dans le cadre de la délivrance d'une autorisation d'urbanisme (AU). Pour permettre aux communes de faire face à ce changement, aux conséquences non négligeables pour les finances locales, les services du Syndicat se sont organisés pour leur apporter, selon qu'il s'agisse de communes rurales ou urbaines, les réponses appropriées quant à l'évaluation du coût des extensions électriques.

Dans les 228 communes rurales où le Syndicat est maître d'ouvrage des extensions électriques :

Les services du Syndicat, consultés au stade du Certificat d'Urbanisme opérationnel (CU) ou de l'Autorisation d'Urbanisme (AU), sont en mesure, sur la base du règlement financier du Syndicat, de leur communiquer rapidement une estimation financière des contributions liées aux travaux d'extension des réseaux électriques. La commune dispose ainsi d'une évaluation du montant de la contribution mise à sa charge. Cette évaluation lui permet, le cas échéant, de répercuter sur le pétitionnaire tout ou partie de cette charge par différents outils d'urbanisme.

Dans les 33 communes urbaines où ERDF est maître d'ouvrage des extensions électriques d'initiatives privées :

Dans ces communes, c'est ERDF qui est en charge de l'établissement de la proposition technique et financière permettant de déterminer le montant de la contribution mise à la charge de la commune. Dans la mesure où l'examen des éléments de cette proposition est relativement complexe, les communes urbaines qui le souhaitent peuvent solliciter les services du Syndicat qui peuvent être conduits à formuler un avis sur ces propositions.

► [Délibération à prendre sur la base du modèle disponible sur notre site morbihan-energies.fr](http://morbihan-energies.fr)

> Conseil aux usagers

Tout usager du service public de l'électricité peut saisir le Syndicat pour tout différend l'opposant à ERDF ou à son fournisseur d'électricité. Face à l'ouverture à la concurrence du marché de l'électricité, Morbihan énergies a en effet souhaité se positionner auprès des usagers comme un interlocuteur privilégié. Morbihan énergies est le correspondant local de la marque collective simple Clair'Energie, offrant aux consommateurs des garanties tant au niveau des conditions générales de vente que des pratiques commerciales.

Par ailleurs, la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) réunissant usagers, élus et représentants des chambres consulaires se réunit chaque année pour examiner le rapport du concessionnaire et aborder tout sujet relatif à la défenses des droits des consommateurs. En 2013, cette commission s'est réunie le 29 novembre. À cette occasion ont notamment été abordés les thèmes de la transition énergétique, de la précarité, de la présentation des factures et des compteurs linky.

ÉCLAIRAGE PUBLIC

> Gestion de la maintenance éclairage public

Propriétés communales, les installations d'éclairage public doivent être régulièrement entretenues, essentiellement pour des raisons de sécurité et d'efficacité. Une maintenance préventive sérieuse des installations permet de limiter la diminution de leurs performances, de prolonger leur durée de vie et de garantir un niveau de sécurité maximum.

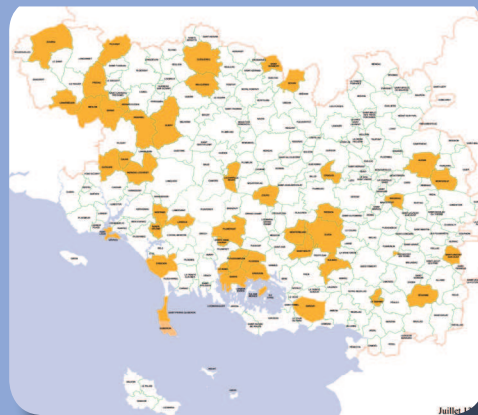
Depuis 2010, Morbihan énergies propose aux communes d'assurer la compétence de la maintenance des installations d'éclairage public, sans transfert de patrimoine. À la demande de la commune, après réalisation du diagnostic, délibération du transfert de compétence et signature d'une convention, le Syndicat peut assurer la gestion de la maintenance du parc d'éclairage public. Selon le besoin, deux prestations sont proposées :

✓ Une prestation curative :

En cas de défaillance ponctuelle, la commune signale les pannes, via le portail du Syndicat. L'entreprise intervient selon des délais contractuels, en fonction du caractère d'urgence.

✓ Une prestation préventive globale :

Cette prestation intègre la maintenance curative, une visite préventive annuelle sur chaque point lumineux pour entretien, le nettoyage et remplacement systématique des lampes en fonction des durées optimales d'utilisation, des visites annuelles au sol, le réglage des horloges aux changements d'heure, la fourniture du petit matériel, le suivi numérique et un rapport annuel des interventions.



> Rénovation du parc éclairage public

La lampe à vapeur de mercure est, à 50 lumens/watt, la moins efficace des sources d'éclairage public. Elle équipe majoritairement les luminaires type « boule » qui éclairent plus le ciel que la terre et participent grandement à la pollution lumineuse. Ces installations doivent être renouvelées et les technologies efficaces sont disponibles : le potentiel de réduction des consommations est ainsi estimé entre 50 % et 75 %. Fort de ce constat, Morbihan énergies en partenariat avec l'Ademe et la Région s'est engagé à partir de 2012 dans une démarche de soutien aux projets de rénovation du parc d'éclairage public.

Une participation exceptionnelle de Morbihan énergies intervenant en complément des subventions Ademe et Région a permis de porter à 70 % le taux d'aide aux travaux de rénovation du parc d'éclairage public.

Les conditions d'éligibilité à ce dispositif étaient les suivantes :

- ✓ Commune de moins de 2000 habitants
- ✓ Objectif de division par deux de la consommation sur la partie renouvelée
- ✓ Opérations visant les luminaires « boules » à vapeur de mercure en priorité
- ✓ Nombre de foyers lumineux plafonné à 50 par commune.

En 2013, 437 063 € ont été engagés dans le cadre de ces travaux. Ainsi, depuis le début du programme, sur 51 communes, 474 points lumineux ont déjà été renouvelés pour un montant de travaux de 535 941 € subventionnés à 303 702 €.

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

> Redevance d'Occupation du Domaine Public (RODP)

Pour installer leurs infrastructures de communications électroniques (aériennes ou souterraines), les opérateurs utilisent le plus souvent le domaine public communal, routier ou non. En contrepartie de cette occupation privative, ces opérateurs doivent s'acquitter d'une redevance auprès du gestionnaire de la voirie.

Conformément à ses statuts et en application de la délibération du 17 juin 2013, Morbihan énergies propose à ses adhérents d'agir en leur nom auprès de ces opérateurs, afin de mutualiser les moyens techniques, humains et juridiques nécessaires à la prise en compte des RODP sur leur territoire.

Morbihan énergies, tout en laissant aux communes le soin de recouvrer la redevance, leur apporte assistance dans la procédure :

- > en mettant à leur disposition des délibérations types,
- > en demandant aux opérateurs de communications électroniques copie de leurs demandes d'occupation au format électronique de manière à procéder à l'intégration de ces données dans le SIG de Morbihan énergies.
- > en contrôlant les quantités et linéaires des ouvrages déclarés.
- > en vérifiant le montant de la redevance.



OUVRAGE DONNANT DROIT À LA RODP

Artères	Ex : fourreaux contenant ou non des câbles, câbles en pleine terre, ensemble des câbles tirés entre 2 supports.
Installations radioélectriques	Ex : antennes de téléphonie mobile, pylônes, armoires techniques.
Installations caractérisées par une emprise au sol	Ex : sous-répartiteurs, cabines téléphoniques.

MONTANTS «PLAFONDS» DES REDEVANCES DUES POUR L'ANNÉE 2013

	Artères (€/km)		Installations radioélectriques	Autres (€/m2)
	Souterrain	Aérien		
Domaine public routier communal	40	53,33	Non plafonné	26,66
Domaine public non routier communal	1333,19	1333,19	Non plafonné	866,57

Pour pouvoir bénéficier du paiement de cette redevance, une délibération du conseil municipal est obligatoire. Au plus tard, elle doit être prise dans le cours de l'année considérée. Cette délibération fixe les montants des redevances dans la limite des plafonds définis dans le tableau ci-dessus. Elle doit en outre inclure un mécanisme de revalorisation annuelle. Les communes qui souhaitent l'accompagnement du Syndicat sur ces questions doivent en outre prendre une délibération.

Retrouvez un modèle de délibération sur notre extranet :
morbihan-energies.fr/documents/rodp.doc



Morbihan énergies réalise un suivi des technologies émergentes afin de pouvoir offrir un conseil adapté et personnalisé aux communes du département.

ÉNERGIES

> Certificats d'économies d'énergie (CEE)

Le dispositif des CEE, mis en place par la loi d'orientation sur l'énergie du 13 juillet 2005, est une mesure permettant d'encourager les économies d'énergies. Principalement destiné aux fournisseurs d'énergies, ce dispositif des CEE est également ouvert aux collectivités locales pour leur permettre de valoriser leurs actions en faveur de la réduction des consommations.

Morbihan énergies, conformément à ses statuts, et en partenariat avec le réseau des Conseillers en Énergie Partagée (CEP) du Morbihan, a proposé aux communes de mutualiser la perception des CEE et de déposer un dossier pour leur compte.

L'objectif de cette démarche est de pouvoir faire bénéficier les maîtres d'ouvrages d'une valorisation financière des travaux d'économies d'énergie, valorisation qui était jusqu'alors perdue ou versée à un tiers. Les opérations valorisables concernent aussi bien les installations d'éclairage public que leurs bâtiments.

92 410 € ont pu être redistribués en 2013 aux 35 collectivités qui ont participé au dépôt du dossier CEE

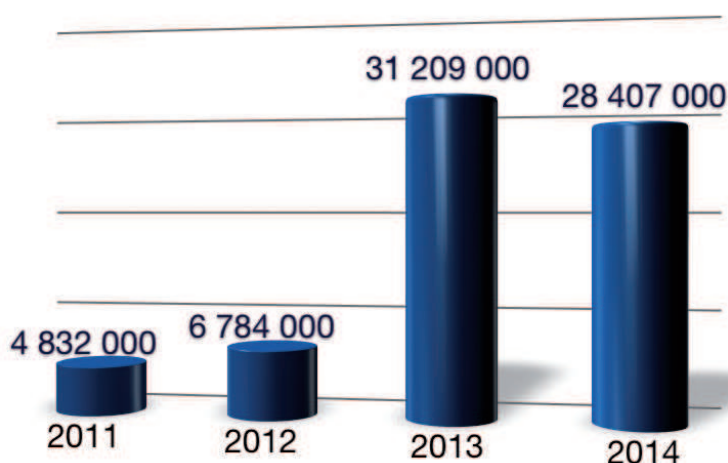
de 2012. Cela a pu se faire grâce à la vente auprès de l'organisme GEO-PLC du premier dossier CEE mutualisé sur le département.

En novembre 2013, le Pôle National des CEE qui instruit les dossiers a validé un nouveau volume de 28 407 677 kWhcumac correspondant à des travaux de rénovation énergétique de 38 communes, une communauté de commune et de l'éclairage public.

Un troisième dossier a été constitué avec la collaboration des conseillers énergies partagé, valorisant les travaux d'économie d'énergies achevés entre novembre 2012 et octobre 2013. En cours d'instruction au Pôle National, il représente 27 935 540 kWhcumac.



► Capitalisation des CEE en kWh Cumac (tous travaux confondus)



92 410 € ont été reversés aux 35 collectivités qui ont participé au dépôt du dossier de certificats d'économie d'énergie.

Les moyens

CHIFFRES CLEFS

31

agents au service des
communes

46

jours de formation

56

nouvelles communes ont eu
leur réseau d'éclairage public
numérisé sur le sig

72 284 500 €

de crédits inscrits au budget
2013 en travaux

88,35 %

du budget travaux consom-
mé sur l'exercice

63 863 132 €

investis sur les différents
réseaux

LES RESSOURCES
LES FINANCES
L'INFORMATION





LES RESSOURCES

LES EFFECTIFS

En 2013, cinq nouveaux agents ont été recrutés pour renforcer les services de Morbihan énergies :

- > 1^{er} mars : M. Paul Gilbert
- > 1^{er} mai : Mme Annie Pavoine
- > 1^{er} septembre : M. Gildas Marie
M. Mickaël Le Mouëllic
- > 23 décembre : Mme Luce Derrien (remplacement)

Le Syndicat a accueilli, en juin 2013, une stagiaire de la Faculté des Sciences de l'Université de Bretagne Sud. Son stage a été l'occasion de mener une étude sur la norme ISO 26000 sur la responsabilité sociétale des organisations.

Au 31 décembre 2013, Morbihan énergies comptait **31 agents**.

LA FORMATION

Tout au long de l'année, les agents bénéficient de journées de formation assurées par la FNCCR, le CNFPT et d'autres organismes extérieurs. Ce perfectionnement des agents est nécessaire pour rendre un service toujours plus adapté aux communes, en leur permettant de suivre les évolutions techniques et réglementaires du domaine.

En 2013, 46 journées ont été comptabilisées. Quelques exemples de formations suivies :

- > Quelles perspectives pour l'aménagement numérique de la France en très haut débit ?
- > Journées d'études sur l'électricité et le gaz
- > Conseil d'orientation pour l'expertise des concessions

Suite à leur réussite aux concours d'ingénieur et de technicien, trois agents ont participé à la formation d'intégration.



Nous avons eu la douleur de perdre en janvier 2014, Philippe Dubois, Directeur informatique. Entré au Syndicat en 2008, Philippe a créé et développé le service informatique dont il a été le responsable charismatique. Il est le père de l'application métier «gestion des opérations» utilisée au quotidien par nos services. Sous son impulsion, l'informatique de notre structure s'est développée pour atteindre l'objectif «zéro papier» fixé par la présidence du Syndicat. Philippe était passionné, libre et vrai, doté d'une personnalité attachante.

Plus qu'un collègue aux compétences reconnues, nous avons tous perdu un ami.

Direction générale des services

Marc Aubry	Directeur général
Sandie Pensac	Secrétariat de direction
Colette Guillé	Ressources humaines
Angéline Le Ray	Juridique - Marchés publics
Noël Fraboulet	Contrôle de concession
Philippe Dubois	Informatique
Agnès Ogé	Informatique
Alexandre Perot	SIG
Arnaud Le Guelvouit	Communication
Annie Pavoine	Accueil

Pôle technique

Didier Arz	Directeur général adjoint
Joëlle Luzard	Secrétariat technique
Robert Keraron	TIC
Thomas Le Neillon	Électricité
Édouard Céreuil	Énergies - Éclairage public
Pierrick David	Éclairage public
Claire Hérisset	Éclairage public
Paul Gilbert	Service travaux
Philippe Cogard	Responsable de secteur
Mickaël Le Mouëllic	Chargé de secteur
Daniel Guillotin	Responsable de secteur
Gildas Marie	Chargé de secteur
Hervé Le Berrigo	Responsable de secteur
Mickaël Le Bellego	Chargé de secteur
Eric Nédélec	Secteur technique

Pôle administratif

Isabelle Dagorne-Ory	Responsable
Colette Guillé	Comptabilité
Géraldine Grignon	Coordination
Nolwenn Guillo	Gestion de secteur est
Marie-Laure Letertre	Gestion de secteur centre
Déborah Pawlowski	Gestion de secteur ouest
Luce Derrien	Gestion de secteur ouest

DES OUTILS INFORMATIQUES AU SERVICE DES COMMUNES

> Le système d'information géographique

Le SIG est un outil ouvert à tous les adhérents de Morbihan énergies. Il permet la visualisation de toutes les couches d'information géographique que les communes ou les communautés de communes sont amenées à produire. Le Syndicat peut ainsi répondre aux besoins variés des collectivités :

- > PLU ou cartes communales
- > Assainissement non collectif
- > Cimetière
- > Réseaux (eau, chaleur, gaz)
- > Equipements sportifs
- > Espaces et patrimoine naturels
- > Collecte des déchets
- > Développement économique
- > Itinéraires de randonnées



Le 4 juillet 2013, **une convention a été signée entre ERDF et Morbihan énergies**, mandaté par l'ensemble des Syndicats d'énergies bretons, membres du Pôle Énergie Bretagne. Il s'agit d'un protocole d'accord régional relatif à la mise à disposition et à la mise à jour des plans moyenne et grande échelle entre les Syndicats et ERDF. Cette convention a permis de clarifier les échanges et formats de données entre le Syndicat et le concessionnaire. Elle a également permis de mettre à disposition des collectivités, via l'extranet du Syndicat, la cartographie des réseaux électriques de leur périmètre.

> Déménagement : mutualisation et innovation

L'emménagement du Syndicat dans son nouveau siège partagé avec Eau du Morbihan et l'AMPM (Association des Maires et Présidents d'EPCI du Morbihan) a permis de mutualiser les moyens techniques et informatiques.

Le nouveau bâtiment bénéficie de la fibre optique en étant directement relié au réseau de Vannes Agglo. L'emménagement au sein de ce nouveau siège a non seulement permis la mutualisation du trafic IP (Internet Protocol) et des salles de réunion, mais également des équipements techniques comme ceux liés à la téléphonie. En effet, sous l'impulsion de Morbihan énergies, les trois structures partenaires ont opté pour une téléphonie voix sur IP (VOIP) qui permet de réduire les coûts mensuels de fonctionnement. Le système choisi, un autocommutateur téléphonique (IPBX) Asterisk « Xivo » orienté Open Source, a aussi l'avantage de pouvoir s'interfacer avec d'autres applications et ainsi de préparer les évolutions technologiques futures.

En lien avec la téléphonie, une application d'annuaire a été développée par Morbihan énergies. Cet annuaire fullweb autorise le partage de nombreux contacts et organismes entre les trois structures tout en permettant la gestion personnalisée de contacts propres à chaque organisme. L'application, via un annuaire LDAP (Lightweight Directory Access Protocol), permet à Morbihan énergies de centraliser tous ses contacts et tient lieu également de répertoire téléphonique.

RAPPELS RÉGLEMENTAIRES

> Élagage

Pour définir la personne morale en charge de l'élagage, deux critères doivent être considérés : l'emplacement de l'arbre et la situation de la ligne électrique.

Arbre	Ligne	Responsabilité
Domaine privé	Domaine privé	> ERDF si la plantation est antérieure à la ligne > Le propriétaire de l'arbre si la plantation est postérieure à la ligne
Domaine privé	Domaine public	Le propriétaire de l'arbre
Domaine public	Domaine public	> ERDF si la plantation est antérieure à la ligne > La collectivité propriétaire de l'arbre si la plantation est postérieure à la ligne

Avant d'engager des travaux d'élagage, le propriétaire des arbres doit établir un DT-DICT via le site www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr et l'adresser à :

ERDF - service DT/DICT
 64 bd Voltaire - BP 90937
 35009 RENNES CEDEX
erdf-grdf-urebretagne-dict@erdf-grdf.fr

Conformément à l'article 10 du cahier des charges de concession, ERDF exploitant du réseau public de distribution d'électricité, doit veiller à la qualité de l'électricité ainsi qu'à l'entretien des ouvrages. À ce titre, il a en charge l'élagage des végétaux à proximité des lignes électriques.



> Réforme DT-DICT : une nouvelle réglementation pour prévenir les endommagements de réseaux

Afin de prévenir les endommagements de réseaux et d'assurer la sécurité des personnes et des biens, le décret du 5 octobre 2011 a fixé de nouvelles règles de sécurité applicables à proximité des réseaux.

Ce nouveau décret, dont les principales mesures sont entrées en vigueur le 1^{er} juillet 2012, vise à :

- > Renforcer la responsabilité de chacun des acteurs : maîtres d'ouvrage, entreprises de travaux, et exploitants de réseaux.
- > Localiser, préalablement aux travaux, les réseaux existant dans l'emprise du projet.
- > Arrêter les travaux, à l'initiative de l'entreprise et sans préjudice, en cas de rencontre de situation imprévue pouvant présenter des risques pour ses salariés.
- > Sanctionner le non-respect de la procédure.

Après la parution des derniers textes liés à cette réforme, un rappel des dates clefs :

- > **1^{er} juillet 2013** : obligation de prendre en compte le résultat des investigations complémentaires dans la cartographie des réseaux.
- > **1^{er} janvier 2014** : les exploitants ont l'obligation d'avoir enregistré les zones d'implantation de leurs réseaux sur le site du guichet unique www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr
- > **1^{er} janvier 2017** : obligation d'attestation de compétences pour les encadrants de projets, encadrants de chantiers, conducteurs d'engins, et obligation de certification pour les prestataires en cartographie.
- > **1^{er} janvier 2019** : obligation de fonds de plan et tracé géoréférencés pour les réseaux sensibles enterrés en unité urbaine (ou 1^{er} janvier 2016 hors unités urbaines).

Pour satisfaire ces objectifs, 3 outils sont mis en place :

- > La mise en service d'un guichet unique sur le site www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr
- > La refonte des formulaires CERFA : DT (Déclaration de travaux) et DICT (déclaration d'intention de commencement de travaux).
- > Le géoréférencement des réseaux (coordonnées X, Y, Z).



RÉSULTATS FINANCIERS 2013

Conformément à l'article L1612-12 du CGCT, l'arrêté des comptes, constitué par le vote du compte administratif et l'approbation du compte de gestion transmis par le payeur départemental, a été prononcé lors de la séance du Comité du 6 février 2014.

Compte tenu des engagements financiers pris et non réalisés (12 965 269 € de dépenses et 974 430 € de recettes), le résultat global cumulé de l'année 2013 s'élève à **6 454 093 €**.

FONCTIONNEMENT	
Recettes	32 504 996 €
Dépenses	-8 464 792 €
Sous Total Fonctionnement	24 040 204 €
INVESTISSEMENT	
Recettes	64 612 312 €
Dépenses	-63 863 281 €
Restes à Réaliser (net)	-11 990 838 €
Sous Total Investissement	-11 241 807 €
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	12 798 397 €
Excédent global reporté 2012	-6 344 304 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE	6 454 093 €

MORBIHAN ÉNERGIES : VERS UNE COLLECTIVITÉ LOCALE «TOUT NUMÉRIQUE» !

Dématérialisation comptable

Le jeudi 7 novembre 2013, Henri Le Breton, Président de Morbihan énergies, a signé une convention avec Michel Rasera, Président de la Chambre régionale des comptes, Pierre-André Boudy, Payeur départemental, et Alain Guillouët, Directeur des Finances publiques départementales. En présence de Jean-François Savy, Préfet du Morbihan, cette signature autorise la transmission des documents budgétaires, comptables et financiers par voie électronique.



Après deux mois de tests et donc depuis le 1^{er} février 2013, Morbihan énergies télétransmet à la Chambre régionale des comptes dans le cadre du contrôle financier et à la Direction des Finances publiques dans le cadre des échanges comptables (PESv2), l'ensemble des documents dématérialisés de son exercice budgétaire (budgets, bordereaux de paiement, factures et pièces justificatives).

Dans le cadre des documents budgétaires et comptables, outre le fait de supprimer l'envoi par voie postale, la dématérialisation permet transparence et gains de temps, d'argent, de fiabilité et d'efficacité. L'authenticité et l'intégrité des documents ainsi que leur transmission y sont garanties par des signatures numériques.

Étapes vers le tout numérique

Dès 2007, lors de son assemblée générale devant les Maires et le Préfet du Morbihan, Henri Le Breton engage le Syndicat vers un cap « zéro papier ».

Morbihan énergies enclenche de nombreuses réformes qui lui valent d'ailleurs le label Intranet national en 2010. Les procédures de gestion des marchés sont dématérialisées ainsi que la facturation des principales entreprises. Tour à tour, le Syndicat développe son propre système numérique de gestion des opérations, ouvre un site Extranet à l'intention de toutes les communes du Morbihan, dématérialise la procédure d'enquête administrative, déploie son système d'information géographique (SIG).

En 2010 et en 2012, Morbihan énergies dématérialise successivement avec la Préfecture le contrôle de légalité des actes réglementaires puis des actes budgétaires. Il confirme son engagement en intégrant à son fonctionnement un système de gestion électronique des documents (GED) mettant en place une circulation essentiellement numérique de toute information.

En 2013, le Syndicat achève sa dématérialisation par la signature de cette convention avec ses partenaires financiers (le comptable, la DGFIP et la CRC). Morbihan énergies préfigure ainsi la collectivité locale «tout numérique» de demain intégrant aussi le télétravail. L'ensemble de la démarche s'inscrit, bien entendu, dans la logique de simplification des procédures administratives voulue à l'échelle nationale.

RÉPARTITION DES DÉPENSES ET RECETTES 2013

L'exercice comptable 2013 du Syndicat s'établit au 31 décembre à 104 774 430,63 € de recettes pour 98 320 337,94 € de dépenses enregistrées. Cependant, afin de faciliter la lisibilité des opérations réellement effectuées au cours de l'exercice, il convient de retraiter ces données en y écartant les écritures d'ordre (5,7 M€), les écritures de reversement de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (5 M€) gonflant artificiellement les recettes ainsi que le déficit d'investissement antérieur et son financement.

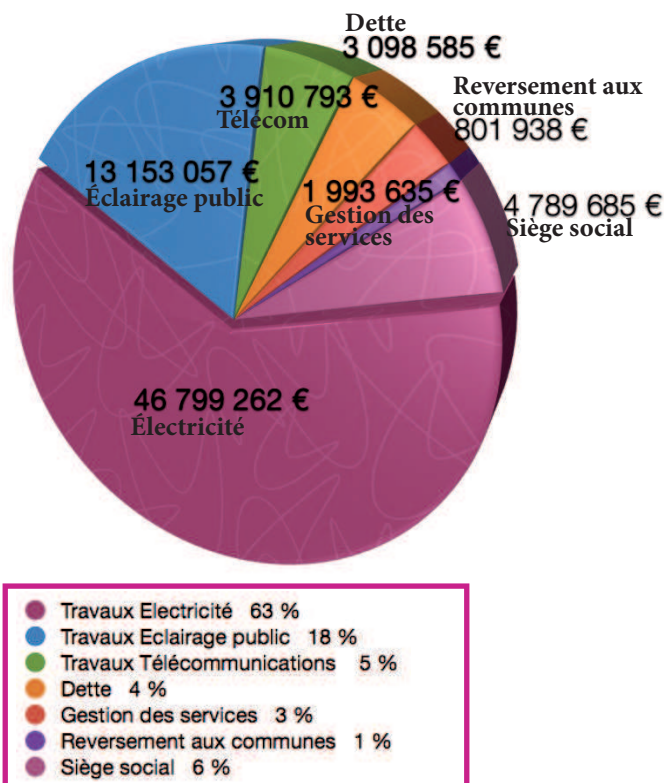
Les dépenses réelles de l'exercice s'élèvent à 74 546 954 €. La part "travaux de réseaux" représente à elle seule plus de 85 % de nos factures, avec l'électricité, cœur de métier du Syndicat qui représente près de 63 % de l'activité avec 46,8 M€. Les dépenses d'éclairage public ont légèrement progressé passant de 10,9 M€ à 13,1 M€. Les dépenses liées aux réseaux de télécommunications quant à elles restent stables, autour de 4 M€. La dette du Syndicat représente environ 4 % des charges.

Les recettes réellement perçues au cours de l'exercice s'élèvent à hauteur de 64 870 112 €. Elles se répartissent en 5 grandes catégories :

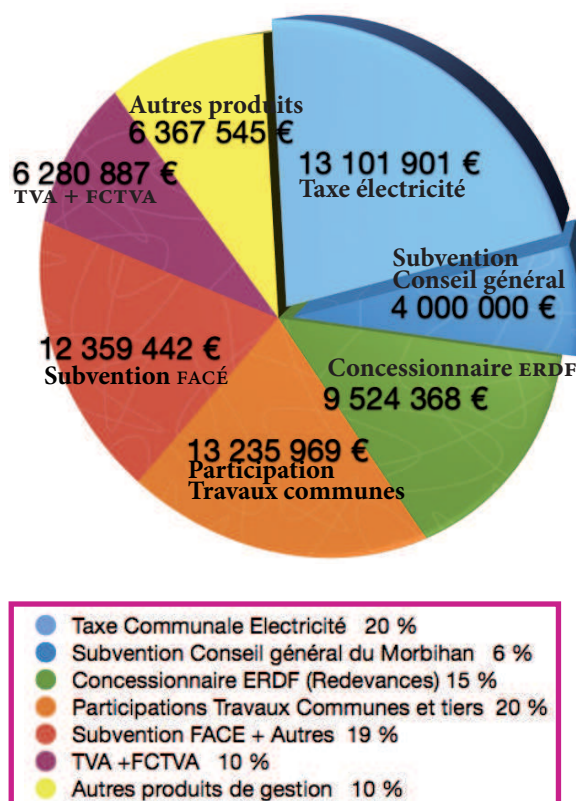
- > La TCFE (17 M€) qui se compose de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (13,1 M€) et la subvention du Conseil général du Morbihan issue de la taxe départementale sur la consommation finale d'électricité (4 M€).
- > Les subventions publiques (12,36 M€) : issues de l'État (CAS-FACÉ, FNADT, Ademe), de la Région et du Département. Le CAS-FACÉ, représentant 12,1 M€ à lui seul, finance les travaux électriques dans les communes rurales.
- > Les participations des pétitionnaires publics et privés aux travaux.
- > Les redevances versées par ERDF dont 5,6 M€ de redevance habituelle et 3,9 M€ dans le cadre de l'accord expérimental sur le financement des raccordements par la PCT.
- > La TVA compte pour près de 10 % dans le financement des travaux.

À titre d'information, l'autofinancement mobilisé par Morbihan énergies pour atteindre ce niveau d'investissement a été de 9 676 842 €.

► Dépenses réelles avec RAR : 74 546 954 € TTC



► Sources extérieures de financement : 64 870 112 € TTC



Morbihan énergies a bénéficié de l'aide de l'Europe pour le financement de la construction du bâtiment en souscrivant un emprunt "haute qualité énergie environnement" auprès de la Banque Européenne d'Investissement (600 000 € à 3,10 %).



FIL INFOS

Le Syndicat a revisité sa lettre d'information baptisée à cette occasion le "fil infos".

À parution bimestrielle, cette lettre de deux pages vise à renforcer le lien privilégié qui existe entre Morbihan énergies et les collectivités du département. Au plus proche des territoires, cette nouvelle formule met la lumière sur des informations d'actualité tout en proposant des données techniques sous la forme d'une fiche pratique. Les numéros de juillet, septembre et novembre 2013 ont édité les fiches pratiques suivantes :

- ✓ L'éclairage public, une compétence en pleine évolution
- ✓ Les CEE : certificats d'économie d'énergies
- ✓ La RODP : redevance d'occupation du domaine public

À travers cette publication, la volonté du Syndicat est bien de proposer un outil d'information continue sur ses domaines de compétences. Le fil infos est téléchargeable depuis l'Extranet du Syndicat.



EXTRANET

L'Extranet est le support d'information privilégié à destination des élus. À partir de celui-ci, et après authentification, les communes peuvent accéder :

- aux dernières actualités du Syndicat.
- au suivi des opérations en cours sur leur territoire.
- au Système d'Information Géographique (SIG). Celui-ci leur permet de découvrir des photographies aériennes du Morbihan, de visualiser les réseaux (électricité, éclairage public, télécommunication), de consulter le cadastre et l'intégralité des données associées, en plus de leur offrir un outil de maintenance en éclairage public.
- au catalogue d'éclairage public. Cet outil permet de rechercher par critères (fonction, prix, marque) les différents types de lanternes et d'accéder à une fiche technique complète.



Lois & règlements

ACTUALITÉ LÉGISLATIVE ET RÉGLEMENTAIRE

- **Loi n° 2013-312 du 15 avril 2013 visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre et portant diverses dispositions sur la tarification de l'eau et sur les éoliennes – Loi BROTTES** - ouverture du Tarif de Première Nécessité (TPN) à tous les fournisseurs d'énergie et l'élargissement des tarifs sociaux à de nouveaux ayant-droits en fonction des revenus fiscaux.
- **Loi n° 2013-1279 du 29 décembre 2013 de finances rectificative pour 2013** - (article 45) nouvelles modalités de perception de la taxe communale sur les consommations finales d'électricité.
- **Décret n° 2013-46 du 14 janvier 2013 relatif aux aides pour l'électrification rurale.** Définition des catégories de travaux d'électrification susceptibles de bénéficier des aides. Définition des critères de détermination des communes considérées comme rurales et sur le territoire desquelles ces travaux peuvent être subventionnés.
- **Décret n° 2013-1031 du 15 novembre 2013 portant extension à de nouveaux bénéficiaires des tarifs sociaux de l'électricité et du gaz naturel** – extension du bénéfice des tarifs sociaux aux personnes dont le revenu fiscal est inférieur à 2175 euros part en France métropolitaine.
- **Décret n° 2013-1199 du 20 décembre 2013 modifiant le décret n° 2010-1663 du 29 décembre 2010 relatif aux obligations d'économies d'énergie dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie et le décret n° 2010-1664 du 29 décembre 2010 relatif aux certificats d'économies d'énergie** - Allongement d'un an de la seconde période du dispositif des certificats d'économie d'énergie (CEE). Initialement prévue du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2013, cette période s'achèvera donc le 31 décembre 2014.
- **Arrêté du 25 janvier 2013 relatif à l'éclairage nocturne des bâtiments non résidentiels afin de limiter les nuisances lumineuses et les consommations d'énergie.**
- **Arrêté du 27 mars 2013 pris en application du décret n° 2013-46 du 14 janvier 2013 relatif aux aides pour l'électrification rurale.**
- **Arrêté du 19 novembre 2013 portant nomination du médiateur national de l'énergie** - M. Jean Gaubert est nommé médiateur national de l'énergie.
- **Circulaire du 5 juin 2013 relative à l'éclairage nocturne des bâtiments non résidentiels afin de limiter les nuisances lumineuses et les consommations d'énergie.**

ACTUALITÉ JURISPRUDENTIELLE

- **Cour Administrative d'Appel de Paris, 25 mars 2013, SIPPAREC c/ ERDF** – Validation des pénalités émises par le SIPPAREC pour sanctionner le caractère incomplet des comptes-rendus annuels d'activité (CRAC) de sa concession de distribution et de fourniture d'électricité
- **Décision n° 2013-666 du Conseil constitutionnel du 11 avril 2013** - Annulation du dispositif de bonus malus sur les consommations énergétiques de la loi du 15 avril 2013 dite loi Brottes.
- **Décision n° 2013-346 du Conseil constitutionnel du 11 octobre 2013** - Interdiction de la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures - Abrogation des permis de recherches.

RAPPORTS / ÉTUDES

- **Rapport public annuel 2013 de la Cour des comptes** - Les concessions de distribution d'électricité : une organisation à simplifier des investissements à financer.

Actes administratifs

Février

Comité du 14 février 2013

- Approbation du Compte de Gestion 2012
- Vote du Compte Administratif 2012
- Affectation du résultat du Compte Administratif 2012 et vote du Budget Primitif 2013
- Contrat de concession : reconduction du protocole PCT (Part Couverte par le Tarif)
- Contrat de concession : article 8, intégration des ouvrages dans l'environnement – dispositif pour les années 2012 et 2013
- Technologies de l'Information et de la Communication : enfouissement coordonné des réseaux d'électricité et de communication électronique – régime de propriété
- Personnel : mise à jour du tableau des effectifs
- Personnel : régime indemnitaire des agents
- Groupement de commandes – Entretien des locaux – espaces verts – fournitures

Juin

Comité du 27 juin 2013

- Compte-rendu d'activité du concessionnaire 2012
- Protection sociale complémentaire
- Mandat spécial – Remboursement des frais de déplacement des élus et des agents dans le cadre d'un mandat spécial et groupement de commandes – Congrès FNCCR à Montpellier
- Avenant au protocole PCT
- Transfert de gestion infrastructures et Redevance d'Occupation du Domaine Public

Septembre

Comité du 23 septembre 2013

- Mandat spécial : Remboursement des frais de déplacement dans le cadre d'un mandat spécial pour le Salon des Maires
- Présentation du rapport d'activité 2012 du Syndicat
- Mise en place d'une protection sociale complémentaire – Risque prévoyance
- Taxe Communale sur les Consommations Finales d'Électricité (TCFE) – actualisation du coefficient multiplicateur pour 2014
- Taxe Communale sur les Consommations Finales d'Électricité (TCFE) – Ville de Lorient
- Taxe Communale sur les Consommations Finales d'Électricité (TCFE) – Ville de Port-Louis

Décembre

Comité du 12 décembre 2013

- Finances – Dépenses d'investissements 2014 – autorisation de paiement
- Finances – Budget 2013 – Décision Modificative n° 2013-1
- Adaptation des statuts du Syndicat aux évolutions législatives
- Finances – Débat d'Orientation Budgétaire 2014
- Électricité : Contrôle de la taxe départementale sur les consommations finales d'électricité
- Électromobilité : Déploiement de bornes de recharges de véhicules électriques dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt de la Région
- Éclairage public – aide à la rénovation du parc d'éclairage public des communes de moins de 2000 habitants
- Copropriété nouveau siège social
- Personnel – Tableau des effectifs
- Vente de transformateurs à ERDF et Transfo Services
- Validation pose câble optique Belle-Île
- Éclairage public : passation d'un marché de gestion de la maintenance
- Électricité – répartition de la maîtrise d'ouvrage des travaux d'électrification

Glossaire

B

BT : Basse tension électrique.

C

CUMAC : Cumulé actualisé. kWh cumac unité quantifiant les certificats d'économie d'énergie.

CGCT : Code général des collectivités territoriales, il regroupe les dispositions législatives et réglementaires relatives au droit des collectivités territoriales.

CRAC : Compte rendu d'activité du concessionnaire.

CU/AU : Certificat d'urbanisme/ Autorisation d'urbanisme.

D

DDTM : Direction départementale des territoires et de la mer.

DSP : Délégation de service public.

E

EFFACEMENTS : Travaux de mise en souterrain réalisés à la demande des communes.

EPCI : Établissement public de coopération intercommunale.

EXTENSION : Création d'un réseau neuf destiné à distribuer de l'énergie.

F

FACÉ : Fonds d'amortissement des charges d'électrification. Les ressources de ce fonds collectées par le distributeur proviennent de prélèvements sur les recettes des ventes d'électricité basse tension.

FNCCR : Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies.

G

GDO : Gestion Des Ouvrages.

H

HTA : Haute tension A (ou moyenne tension).

HTB : Haute tension B.

K

kW : Kilowatt. Unité de puissance valant 1000 watts.

kWh : Kilowatt-heure. C'est l'unité de mesure d'énergie correspondant à l'énergie consommée par un appareil de 1000 watts (1 kW) de puissance pendant une durée d'une heure.

M

MAÎTRE D'ŒUVRE : Personne physique ou morale chargée de la conception et du suivi de la réalisation d'un ouvrage, pour le compte d'un maître d'ouvrage.

MAÎTRE D'OUVRAGE : Personne physique ou morale pour le compte de laquelle une construction est réalisée.

N

NOMÉ : Nouvelle organisation du marché de l'électricité. Loi n° 2010-1488 du 7 décembre 2010.

P

PCB : Polychlorobiphényle.

POPE : Loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique. Loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 consolidée le 23 janvier 2008.

R

REDEVANCE R2 : Redevance contractuelle fixée par le cahier des charges de la concession et versée par ERDF au SDEM en fonction des travaux que le Syndicat réalise sur le réseau.

RENFORCEMENTS : Travaux de remplacement du réseau destinés à assurer le maintien de la qualité de distribution d'électricité.

S

SÉCURISATION : Remplacement des réseaux BT en fils nus par un câble torsadé ou souterrain.

SIG : Système d'information géographique.

SMART METER : Compteur intelligent en français. Compteur énergétique capable de suivre en détail, et souvent en temps réel, la consommation électrique d'un bâtiment, d'une entreprise ou d'un foyer.

T

TCFE : Taxe sur les consommations finales d'électricité.

TIC : Technologies de l'information et de la communication.

TPN : Tarif de première nécessité. Aide pour les consommateurs d'électricité en difficulté.

TURPE : Tarif d'Utilisation du Réseau Public d'Électricité.



un syndicat
au service
des territoires

Au service

des territoires

Morbihan énergies
27 rue de Luscanen
CS 32610
56010 VANNES CEDEX
Tél : 02 97 62 07 50
Fax : 02 97 63 68 14
Mél : contact@sdem.fr

morbihan-energies.fr

Mentions légales :

Directeur de la publication : Jo Brohan - Co-directeur de la publication : Marc Aubry

Rédaction - conception - crédit photos : services Morbihan énergies - Édition : septembre 2014